

---

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE  
OUVERTURES DOMINICALES EXCEPTIONNELLES DES COMMERCES  
ANNEE 2024**

---

LE MAIRE DE CALUIRE ET CUIRE,

**VU** la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité, et l'égalité des chances économiques,

**VU** la loi 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels

**VU** le Code du Travail, et notamment les articles L.3132-26 à L.31327-2 et R.3132-21,

**VU** le Code Général des collectivités territoriales,

**VU** la délibération du conseil municipal n° D2023\_142 du 18 décembre 2023 relative à la détermination des ouvertures dominicales pour l'année 2023, et les dates retenues,

**VU** les avis des organisations d'employeurs et de travailleurs concernées, consultées le 20 décembre 2023,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de réglementer par branche d'activités professionnelles les dérogations à la fermeture des commerces le dimanche :

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1** – Les commerces de détail des branches professionnelles suivantes :

- Habillement, prêt à porter,
- Textiles,
- Chaussure, maroquinerie,
- Bureautique,
- Téléphonie,
- Parfumerie et articles de beauté,
- Optique,
- Bijouterie, joaillerie et orfèvrerie,
- Divers en magasin spécialisé (jeux et jouets, livres et papeterie, sports et loisirs),
- Equipement de la maison,
- Les commerces de détail non spécialisés,

pour lesquelles le repos hebdomadaire des salariés a lieu normalement le dimanche, sont autorisés à faire travailler leur personnel les cinq dimanches suivants :

- 1<sup>er</sup> décembre 2024,
- 8 décembre 2024,
- 15 décembre 2024,
- 22 décembre 2024,
- 29 décembre 2024

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m<sup>2</sup>, lorsque des jours fériés mentionnés à l'article L.3133-1 du code du travail, à l'exception du 1<sup>er</sup> mai, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches sus-mentionnés, dans la limite de trois dans l'année civile,

**ARTICLE 2** – Les commerces de détail de la branche professionnelle suivante :

- automobile

pour laquelle le repos hebdomadaire des salariés a lieu normalement le dimanche, sont autorisés à faire travailler leur personnel les cinq dimanches suivants :

- 14 janvier 2024,
- 17 mars 2024,
- 16 juin 2024,
- 15 septembre 2024,
- 13 octobre 2024,

**ARTICLE 3** – L'employeur utilisant cette dérogation fera bénéficier chaque salarié privé de repos dominical, outre d'une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, d'un repos compensateur équivalent en temps, attribué dans la condition suivante :

- le repos sera accordé, soit collectivement, soit par roulement, dans la quinzaine qui précède ou dans celle qui suit la suppression du repos dominical,

**ARTICLE 4** – Le présent arrêté sera applicable dès qu'il aura été procédé à sa publication, et à sa transmission au représentant de l'État dans le Département,

**ARTICLE 5** – Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Caluire et Cuire, Monsieur le Contrôleur Général Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Commissaire de Police de Caluire et Cuire, Monsieur le Directeur de l'Unité Départementale du Rhône de la D.R.E.E.T.S. Auvergne-Rhône-Alpes, et tous les agents de la Force Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 6** – Le présent arrêté peut être contesté devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

POUR EXTRAIT CONFORME,  
LE MAIRE

Caluire et Cuire, le  
Philippe COCHET

15 JAN. 2024

